



Assemblée générale

Distr. générale
16 septembre 2016
Français
Original : anglais

Soixante et onzième session
Sixième Commission

Questions renvoyées à la Sixième Commission

Lettre datée du 16 septembre 2016, adressée au Président de la Sixième Commission par le Président de l'Assemblée générale

J'ai l'honneur de vous informer des décisions prises par l'Assemblée générale à la 2^e séance plénière de sa soixante et onzième session, le 16 septembre 2016, en ce qui concerne les questions renvoyées à la Sixième Commission (voir annexe).

J'appelle votre attention sur les parties pertinentes des sections III et IV du rapport du Bureau (A/71/250) concernant l'ordre du jour des grandes commissions.

J'appelle aussi votre attention sur les recommandations relatives à l'organisation de la session figurant à la section II de ce rapport. Ces recommandations ont également été approuvées par l'Assemblée générale à sa 2^e séance plénière.

(Signé) Peter Thomson



Annexe

Questions renvoyées à la Sixième Commission

1. Élection des bureaux des grandes commissions [point 5].

F. Promotion de la justice et du droit international

2. Responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite [point 74].
3. Responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies [point 75].
4. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa quarante-neuvième session [point 76].
5. Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international [point 77].
6. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-huitième session [point 78].
7. Protection diplomatique [point 79].
8. Examen des questions de la prévention des dommages transfrontières résultant d'activités dangereuses et de la répartition des pertes consécutives à de tels dommages [point 80].
9. État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés [point 81].
10. Examen de mesures propres à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires [point 82].
11. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation [point 83].
12. L'état de droit aux niveaux national et international [point 84].
13. Portée et application du principe de compétence universelle [point 85].
14. Le droit des aquifères transfrontières [point 86].

H. Contrôle des drogues, prévention du crime et lutte contre le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations

15. Mesures visant à éliminer le terrorisme international [point 108].

I. Questions d'organisation, questions administratives et autres questions

16. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale [point 121].

17. Planification des programmes [point 135].
 18. Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies [point 145].
 19. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte [point 165].
 20. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Conseil de coopération des États de langue turcique [point 166].
 21. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Union économique eurasiennne [point 167].
 22. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Communauté des démocraties [point 168].
 23. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Conférence internationale des partis politiques asiatiques [point 169].
 24. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Conférence des ministres de la justice des pays ibéro-américains [point 170].
 25. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Organisation internationale de la jeunesse des pays ibéro-américains [point 171].
 26. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Forum pour le développement des îles du Pacifique [point 172].
 27. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Chambre de commerce internationale [point 173].
-